

Seule une Ukraine fédérale garantira la paix

Edgar Morin

Sociologue et philosophe

La magnifique manifestation populaire de Maidan à Kiev, analogue en ferveur et en puissance à celle de la place Tahir au Caire, a suscité, comme cette dernière, un jeu d'interactions et rétroactions qui ont détourné puis inversé le sens des événements pour conduire à l'actuelle situation à la fois régressive et dangereuse.

A la différence de l'Égypte, où la ligne de clivage se fit entre Frères musulmans et une armée ralliant à elle une partie des esprits laïcisés, le clivage se fit entre russophones (russophiles) et ukrainophones (russophobes) et selon une ligne de partage grossièrement est-ouest. Bien entendu, il y a à l'ouest des nationalistes démocrates et des nationalistes antidémocrates (désignés comme fascistes par la Russie) et à l'est des non-partisans d'un rattachement à la Russie actuelle. Le plus grave est que le conflit intranational soit devenu un conflit international. Certes, avant le Maidan, la Russie utilisait tous ses moyens de pression économique-politiques pour empêcher l'Ukraine de passer dans le giron de l'Union européenne. De son côté, ladite Union offrait ses perspectives économique-politiques alléchantes à l'Ukraine.

La transformation révolutionnaire provoquée par la fuite du président Viktor Ianoukovitch, le ralliement du Parlement et du nouveau président à l'Union européenne ont provoqué une intervention militaire plus ou moins mal camouflée en Crimée où la population russophone – en fait russe – a voté le rattachement à Moscou, à l'exception des Tatars de Crimée.

A cette intervention, l'Ouest, incapable militairement et moralement de la moindre intervention, a réagi dans un premier temps par des rodomontades, assurant qu'il fera reculer la Russie par l'aggravation des sanctions économiques. Dans le même temps, sa presse présentait le président Poutine non seulement comme un autocrate héritier du tsarisme et du stalinisme, ce qu'il est en grande partie, mais comme un fou furieux, ce qui est furieusement fou. Or les événements de Syrie, où il a habilement désamorcé les possibilités d'intervention américaine, ont montré qu'il était au contraire rusé et habile, et son grignotage actuel de l'Ukraine, par des milices locales bien armées, montre qu'il avance prudemment mais fermement pas à pas pour un objectif encore flou à nos yeux et peut-être à ses yeux, en fonction de la résistance (aujourd'hui faiblissime) de l'Etat ukrainien et du comportement (aujourd'hui déphasé) des Etats occidentaux. Paradoxalement, l'Etat le plus puissant, les Etats-Unis, est désormais en repli et craint d'être acculé à intervenir. Les fermes propos d'Obama cachent mal une molle apathie.

Comme on doit le savoir, après l'expérience de la guerre d'Algérie, celles du conflit israélo-palestinien et, depuis deux ans, de la guerre de Syrie, vient un moment où l'aggravation d'un conflit favorise le pire dans chacun des camps et dans l'ensemble du processus. Lorsque la confrontation est déjà internationalisée, le pire va se développer, non seulement dans les composantes nationales du conflit, mais aussi dans cette internationalisation.

Ici il est à craindre que l'impuissance militaire totale de l'Ouest, jointe à l'incertitude sur l'efficacité des sanctions économiques, entraîne la Russie poutinienne, bénéficiant d'une forte popularité intérieure dans cette action, dans une aventure annexionniste. Le seul remède serait d'accepter, idée déjà proposée par le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, une Ukraine fédérale avant qu'il ne soit trop tard et que cette Ukraine, au lieu d'être partagée entre Ouest et Est, devienne un pont entre Union européenne et Russie.

Il est vrai que cette dernière, depuis l'affaire géorgienne de 2008, est animée par un expansionnisme visant à retrouver les frontières de l'empire tsariste puis sovié-

que. Mais il semble non moins vrai qu'elle ne puisse se hasarder à reprendre la Pologne, ni les pays baltes (encore qu'elle puisse contraindre ceux-ci à donner un statut à leurs minorités russophones). Il ne s'agit donc pas du même expansionnisme que celui de l'Allemagne hitlérienne, qui visait à créer ses colonies en Europe et en Union soviétique. Les analogies avec Munich ne sont que partiellement pertinentes. Rappelons qu'à Munich il s'agissait de satisfaire le droit du peuple germanique des Sudètes, ce qui était légitime, mais en démantelant totalement le bouclier tchèque, ce qui fut catastrophique. L'Allemagne voulait conquérir. La Russie veut récupérer.

Alors que la France et l'Europe sont tout sourire face à la dictature communiste chinoise, oublie-t-elle le Tibet, la Mongolie et les régions musulmanes, il est incohérent qu'elles soient si sourcilieuses avec une autocratie posttotalitaire à résidus démocratiques et puissent la menacer tout en étant incapables de la contraindre.

Puisque Vladimir Poutine est jusqu'à présent non un fou furieux, mais un habile et rusé stratège, il comprendrait aisément le profit qu'il tirerait du compromis ukrainien : une reprise de la coopération internationale avec l'Europe et les Etats-Unis. Celle-ci est vitale tant pour lui que pour nous tous. Si le conflit s'aggrave, le président Poutine risque de perdre sa prudence, et nous risquons de perdre par imprudence. C'est pourquoi la prudence des deux côtés doit suggérer une Ukraine une et fédérale, trait d'union entre l'Est et l'Ouest.

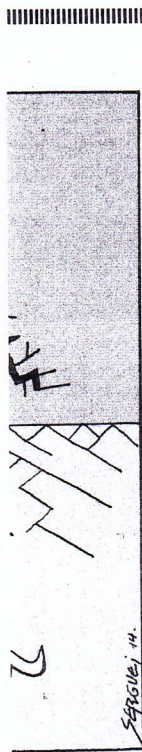
Il est à craindre que l'impuissance militaire totale de l'Ouest, jointe à l'incertitude sur l'efficacité des sanctions économiques, entraîne la Russie poutinienne dans une aventure annexionniste

Une telle entente pourrait alors se poursuivre dans le Moyen-Orient, il y a d'autant plus urgence que les ravages continuent en Syrie, que la question israélo-palestinienne redevient aiguë, que l'hostilité chiites-sunnites s'est ranimée. Une telle entente pourrait encourager les résultats positifs obtenus en Iran et permettre le retour de l'Iran dans le concert des nations, ce qui favoriserait les compromis politiques en Syrie et plus largement dans le Moyen-Orient.

Tout cela doit désormais passer par le règlement équitable de la question ukrainienne. Malheureusement, l'impuissance de l'Ouest n'est pas seulement, en ce qui concerne l'Europe, de caractère militaire, elle n'est pas seulement de volonté. Elle est de pensée politique, elle est de pensée tout court. Il serait souhaitable que Hollande, Fabius et Manuel Valls prennent conscience de l'impitoyable montée des périls et proposent le seul plan de paix cohérent, celui de l'Ukraine fédérale, trait d'union entre Ouest et Est. Nous ne sommes plus au temps où il faut chercher le mieux, nous sommes au temps où il faut éviter le pire. ☉

Né en 1921, directeur de recherche émérite au CNRS, Edgar Morin a publié de nombreuses réflexions sur la question européenne, telles que *Penser l'Europe* (1987, Folio, 1990) et *Culture et barbarie européennes* (Bayard, 2005). Il a récemment publié *Mes Berlin, 1945-2013* (Le Cherche Midi Editeur, 2013), *Notre Europe* (avec Mauro Ceruti, Fayard, 126 p., 12 euros) et *Au péril des idées* (dialogue avec Tariq Ramadan, Presses du Châtelet, 282 p., 17,95 euros).

un terme soviétiques RSS



Sergueï Lavrov